

**2 – Modèle publication**  
**Publication préalable à une occupation temporaire**  
**du domaine public concédé en lien avec une exploitation**  
**économique**

- **Concession concernée** : Saint-Julien
- **Tiers demandeur** : Syndicat Mixte Garonne Aussonnelle Louge Touch
- **Type d'occupation projetée** : Convention d'occupation précaire et révocable du domaine public hydroélectrique relative à la consolidation de la roselière de Cazères – Couladère afin de favoriser la découverte du patrimoine naturel et la sensibilisation du public dans le cadre du développement des sites de restauration de la biodiversité en Occitanie et financée par le plan de relance de l'Etat. Cet aménagement a fait l'objet d'une première convention signée avec EDF en 2013 avec la commune de Couladère, laquelle a permis l'installation de cette roselière.
- **Localisation** :
  - **département** : 31
  - **commune** : COULADERE
  - **références cadastrales et éventuellement localisation à l'intérieur de celle(s)-ci** :  
A 358, A 359, A 851, A 924, A 925 et A 930, Lieu-dit « Tembours »
  - **surface projetée à l'occupation** : 3 500 m<sup>2</sup>
  - **redevance** : Pas de redevance car les installations du bénéficiaire intéressent un service public qui bénéficient gratuitement à tous.
- **Date d'effet de l'occupation projetée** : à la date de signature des parties
- **Date d'échéance de l'occupation projetée** : à la date d'échéance du titre de la concession.

**Sélection du ou des cas concerné(s) : (1 ou 1+2 ou 1+3 ou 1+4)**

- 1- Occupation suite à une manifestation d'intérêt spontanée**  
(L2122-1-4 du CG3P)

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-4 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lorsque la délivrance du titre mentionné à l'article L.2122-1 intervient à la suite d'une manifestation d'intérêt spontanée, l'autorité compétente doit s'assurer au préalable par une publicité suffisante, de l'absence de toute autre manifestation d'intérêt concurrente.

Tout porteur de projet concurrent pour l'occupation de tout ou partie de l'espace susvisé couvrant la période indiquée peut se manifester jusqu'au 20 octobre 2021 en contactant :

Contact :

Monsieur Pascal GRABETTE  
Délégué Territoires-Environnement  
EDF Hydro Sud-Ouest  
Z.A. Landes – 2 avenue Crabère  
31800 ESTANCARBON  
Tél : 05 61 89 98 29 / 06 99 92 13 95  
Mail : pascal.grabette@edf.fr

**2- Occupation de courte durée ou avec un nombre d'autorisations non limité**  
(L2122-1-1 2<sup>ème</sup> alinéa du CG3P)

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lorsque l'occupation ou l'utilisation autorisée est de courte durée ou que le nombre d'autorisations disponibles pour l'exercice de l'activité économique projetée n'est pas limité, l'autorité compétente n'est tenue que de procéder à une publicité préalable à la délivrance du titre, de nature à permettre la manifestation d'un intérêt pertinent et à informer les candidats potentiels sur les conditions générales d'attribution.

**Motif(s) retenu(s) et considérations (s) :**

Référence réglementaire		
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-1 alinéa 2</b>	Occupation ou l'utilisation autorisée de courte durée
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-1 alinéa 2</b>	Le nombre d'autorisations disponibles pour l'exercice de l'activité économique projetée n'est pas limité,

Toute manifestation d'intérêt pertinent peut être effectuée jusqu'au en contactant :

Contact :

**3- Considérations de droit et de fait dérogoires à la procédure de sélection préalable prévue au L.2122-1-1** (L2122-1-3 du CG3P)

Conformément aux dispositions de l'article L2122-1-3 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, lorsqu'elle fait usage de la dérogation prévue à l'article sus-visé, l'autorité compétente rend publiques les considérations de droit et de fait l'ayant conduite à ne pas mettre en œuvre la procédure prévue à l'article L.2122-1-1.

**Motif(s) retenu(s) et considérations (s) :**

Référence réglementaire		
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 1°)</b>	Une seule personne est en droit d'occuper la dépendance du domaine public en cause ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 2°)</b>	Le titre est délivré à une personne publique dont la gestion est soumise à la surveillance directe de l'autorité compétente ou à une personne privée sur les activités de laquelle l'autorité compétente est en mesure d'exercer un contrôle étroit ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 3°)</b>	Une première procédure de sélection s'est révélée infructueuse ou une publicité suffisante pour permettre la manifestation d'un intérêt pertinent est demeurée sans réponse ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 4°)</b>	Les caractéristiques particulières de la dépendance, notamment géographiques, physiques, techniques ou fonctionnelles, ses conditions particulières d'occupation ou d'utilisation, ou les spécificités de son affectation le justifient au regard de l'exercice de l'activité économique projetée ;
<input type="checkbox"/>	<b>L2122-1-3 5°)</b>	Des impératifs tenant à l'exercice de l'autorité publique ou à des considérations de sécurité publique le justifient.

**4- Non application de la procédure de sélection préalable prévue au L.2122-1-1**  
(L2122-1-3 -1 du CG3P)

Conformément aux dispositions de l'article L. 2122-1-3-1 du Code Général de la Propriété des Personnes Publiques, qui précise que « l'article L2122-1 n'est pas applicable lorsque le titre d'occupation est destiné à l'installation et à l'exploitation d'un réseau de communications électroniques ouvert au public ».

Article introduit par l'article 221 de la loi portant évolution du logement, de l'aménagement et du numérique (ELAN).